

MEXIQUE : FICHE PAYS – NOVEMBRE 2022

Catégorie OCDE (2017) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): BBB/Baa2/BBB-

Monnaie locale : Peso mexicain (MXN) / Régime de change : Flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -



FORCES

- Taille du marché interne (128 Mns d'habitants)
- Proximité géographique avec les Etats-Unis
- Importante base industrielle
- Dette externe modérée
- Pays membre de l'OCDE
- Réserves en devises satisfaisante

FAIBLESSES

- Dépendance aux Etats-Unis pour les exportations, les transferts de migrants et l'investissement
- Déficiences en infrastructures, éducation, recherche
- Faible développement du crédit
- Secteur informel important

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : Stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance est prévue autour de +2% pour 2022, après une reprise de +4,8% en 2021. Pour 2023, les perspectives de croissance sont plus mitigées comprises entre 0,6% et 1,5% selon les dernières prévisions. Une éventuelle contraction de l'activité américaine (1^{er} partenaire commercial du pays), conjuguée à une politique monétaire plus restrictive dans un contexte d'inflation persistante devrait contribuer à l'affaiblissement de la croissance.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le gouvernement devrait maintenir une approche prudente des finances publiques. Le gouvernement table sur un déficit nominal de 3,6% du PIB pour 2023 basé sur un scénario de croissance compris entre +1,2% et +3% et un niveau d'inflation moyen qui convergerait vers la cible de 3% de la banque centrale, scénario semblant cependant un peu optimiste (le FMI anticipe un déficit de 4,1% du PIB). La dette publique aurait atteint 46,5% du PIB au T3 2022. Elle devrait progresser en 2023 (49%) même si le Mexique demeure l'un des seuls grands pays de la région (avec le Chili et le Pérou) à conserver sa notation *Investment grade* auprès des trois principales agences de ratings.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le déficit courant devrait rester stable autour de 1,2% du PIB en 2023, un ralentissement étant autant attendu du côté de la demande externe (américaine) qu'interne (inflation, taux). Le peso est resté relativement résilient face au dollar en 2022 favorisé par la hausse des taux d'intérêt, ainsi que le dynamisme des IDE. La dette externe demeurerait modérée estimée à 36,8% du PIB en 2021 (dont 65,7% pour la part publique). Le pays dispose de réserves en devises satisfaisantes (autour de 4,5 mois d'importations) et de la ligne de crédit modulable (Flexible Credit Line) de 50 Mds d'USD auprès du FMI, ce qui place le Mexique en position favorable pour résister aux chocs externes.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : le secteur bancaire est profitable et respecte les normes internationales en matière de solvabilité. Les créances douteuses restent par ailleurs limitées à 2,3% du total du portefeuille de prêts en juin 2022.

Environnement politique et gouvernance

- **Stabilité socio-politique** : Le Morena, parti du président, demeure une force politique majeure au Mexique, bénéficiant notamment de la division entre les principaux partis de l'opposition (PRI, PAN et PRD). Le président demeure par ailleurs populaire, malgré un bilan plutôt mitigé sur la gestion de la pandémie de Covid-19 et les difficultés à lutter contre la corruption, la criminalité et la pauvreté.
- **Climat des affaires** : Le Mexique dispose d'un cadre juridique favorable à l'investissement (protection assurée par la loi), ainsi qu'une trentaine d'accords de promotion et de réciprocité des investissements. La corruption demeure cependant l'un des points faibles de l'environnement des affaires local selon la Banque Mondiale.
- **Environnement et politique du climat** :
- **Vulnérabilité climatique** : Le système énergétique mexicain repose essentiellement sur l'usage du pétrole et du gaz naturel pour la production électrique (soit environ 71% de la production d'électricité en 2020). La part des énergies renouvelables dans le mix énergétique reste faible à près de 19% de la production électrique du pays en 2020. Le Mexique a réaffirmé en 2020, son engagement à réduire ses émissions de CO2 de 51% à l'horizon 2050 mais les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont eu plutôt tendance à progresser de +1,3% en moyenne par an depuis 2014.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

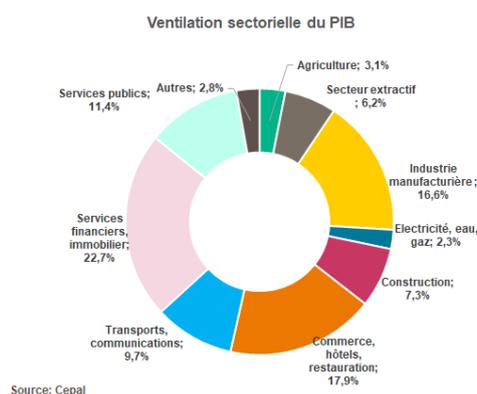
Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Voitures automobiles,	24,8%	Machines, appareils élect.	20,7%	Etats-Unis	78,3%	Etats-Unis	45,2%
Machines, appareils élect.	18,2%	Machines, appareils méc.	16,7%	Canada	2,9%	Chine	18,6%
Machines, appareils méc.	17,1%	Combustibles	8,5%	Chine	1,7%	Corée du Sud	3,7%
Pétrole	5,4%	Voitures automobiles	8,9%	Allemagne	1,6%	Allemagne	3,7%
Instruments d'optique	4,3%	Matières plastiques	5,6%	France (15ème)	0,4%	France (15ème)	1,0%

Source: Cnucead

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MEXIQUE	2018	2019	2020	2021	2022(p)	2023(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	1 222	1 269	1 090	1 298	1 425	1 476
<i>Rang PIB mondial</i>	15	15	15	15	15	16
Population (Mns)	125,3	126,6	127,8	129,0	130,1	131,2
<i>Rang Population mondiale</i>	11	11	11	10	10	10
PIB / habitant (USD)	9 754	10 026	8 528	10 062	10 948	11 251
Croissance PIB (%)	2,2	-0,2	-8,1	4,8	2,1	1,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,9	3,6	3,4	5,7	8,0	5,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	79,5	80,0	79,2	76,5	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)****	46,8	46,8	53,2	51,4	46,5 ^D	49,3
Solde public (% PIB)	-2,2	-2,3	-4,4	-3,8	-3,8	-4,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	14,5	14,1	15,5	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-2,0%	-0,3%	2,5%	-0,4%	-1,0%	-1,2%
IDE (% du PIB)**	2,1%	1,9%	2,3%	2,5%	1,9%	1,7%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	4,3	4,5	5,8	4,4	4,5	4,2
Dette extérieure totale (% PIB)**	35,7%	38,5%	38,1%	36,8%	38,6%	38,6%
Dette extérieure CT (% PIB)*	5,0%	4,9%	4,6%	NA	NA	NA
Taux de change	19,24	19,26	21,49	20,27	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	15,9	16,0	17,7	NA	NA	NA
Taux de NPL	2,1	2,1	2,4	NA	NA	NA
ROE	20,9	20,6	11,8	NA	NA	NA
ROA	2,2	2,2	1,2	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	142	147	147	151	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	45	47	60	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	71	71	72	70	75	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	76	76	76	82	NA	NA
Rang politique climat (60 pays) ^c	NA	15	41	38	51	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources: FMI, *Banque Mondiale, ** Oxford Economics, a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, ****SHCP, D: données arrêtées au T3 2022 pour la dette 2022





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Vers un ralentissement de l'activité en 2023**

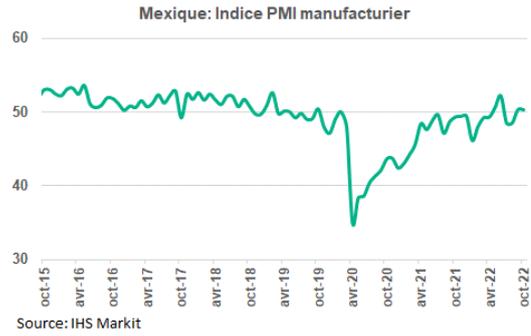
Pour 2022, les perspectives de croissance ont été revues à la baisse autour de +2,1% (contre +2,4% en juillet¹), après une reprise de l'activité de +4,8% en 2021. Le ralentissement économique aux Etats-Unis² (1^{er} partenaire commercial du pays), ainsi que les pressions inflationnistes qui affectent le pouvoir d'achat des ménages, contribuent au ralentissement de l'activité sur la dernière partie de cette année.

Pour 2023, le ralentissement de l'activité serait plus marqué, compris entre 0,6% et 1,5%³. Une éventuelle contraction de l'activité américaine, conjuguée à une politique monétaire plus restrictive dans un contexte d'inflation persistante devrait contribuer à l'affaiblissement de l'activité.

La consommation privée (65% du PIB environ) est en effet susceptible de ralentir face à la persistance de l'inflation, au moins sur la première partie de l'année. Alors qu'un renouvellement des aides ponctuelles de soutien au pouvoir d'achat (énergie et panier alimentaire en particulier) ne sont pas à exclure, la vigueur du marché de l'emploi serait affectée par le ralentissement prévu de l'économie.

Les dépenses publiques restent par ailleurs limitées, malgré un budget 2023 plus expansionniste que prévu (Cf. Finances publiques). Sur le front externe, les exportations, l'activité touristique et potentiellement les transferts de travailleurs expatriés seront très sensibles au scénario sur le marché américain, et notamment le marché de travail.

Côté industrie, les goulots d'étranglement dans le secteur automobile semblent s'être réduits grâce à la restauration de l'approvisionnement de semi-conducteurs. D'autres industries restent cependant confrontées à des difficultés d'approvisionnement et en particulier l'industrie alimentaire transformée qui depuis le début du conflit en Ukraine a signalé une réduction de sa capacité utilisée⁴. Les indicateurs de confiance de l'industrie manufacturière ont par ailleurs du mal à atteindre une phase d'expansion depuis la crise sanitaire (Cf. graphique ci-dessous).

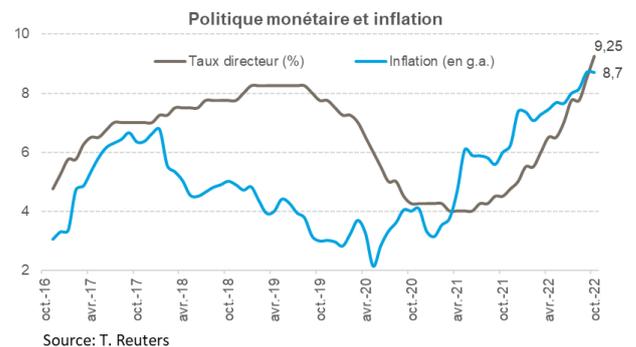


- **Inflation et poursuite du durcissement de la politique monétaire**

Face à la hausse constante de l'inflation initiée dès le T1 2021, ainsi que le durcissement des taux opéré par la Fed, la banque centrale (Banxico) a été amenée à rehausser son taux directeur de 525 pbs depuis le mois de juin 2021 à 9,25% en octobre (contre 4% en mai 2021).

Sur les douze derniers mois, l'inflation atteint 8,7% en g.a. septembre, soit un niveau très supérieur à la cible de la banque centrale à 3% (+/- 1%). Selon Banxico, l'inflation moyenne est prévue autour de 8% pour 2022 (contre 5,6% en 2021) et de 5,7% pour 2023, soit un niveau qui resterait supérieur à la cible de la banque centrale.

Dans ce contexte et compte tenu de la hausse des taux américains, Banxico devrait poursuivre le même rythme de hausse que celui de la FED afin de maintenir inchangé le différentiel de 600pb entre le taux mexicain et américain. Les marchés anticipent ainsi un taux directeur à 10,5% en décembre et pouvant atteindre jusqu'à 11% au T1 2023. Un assouplissement de la politique monétaire ne devrait avoir lieu avant le T3 2023.



¹ Source : BBVA (octobre 2022), FMI, WEO octobre 2022.

² L'économie mexicaine est en effet fortement dépendante du marché américain. Les Etats-Unis sont de loin la première destination des exportations (80 % du total) et le premier fournisseur (près de 50%), la première source de revenus touristiques et de transferts des travailleurs émigrés, ainsi que le premier investisseur étranger.

³ Source: FMI (octobre 2022), OCDE (sept.2022°)

⁴ Le secteur indique notamment une baisse des approvisionnements (l'huile végétale et dérivés notamment), ainsi que la hausse des coûts des engrais et autres intrants.



- **Un système bancaire sain et bien capitalisé**

Le secteur bancaire mexicain est profitable. En août 2022, les banques commerciales affichent un ROA 1,8% et un ROE 16,8%. Les créances douteuses restent par ailleurs faibles (autour de 2,3% du total du portefeuille de prêts en juin 2022) et sont bien provisionnées. Elles ne représentant donc pas une source d'inquiétude.

Le système bancaire mexicain respecte par ailleurs les normes internationales en matière de solvabilité.

Le capital des banques représenterait près de 19% du total des actifs pondérés par les risques (contre 16 avant la pandémie) et bien au-dessus des préconisations de Bale III (10,5%).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Une gestion budgétaire prudente**

En 2020, à l'instar de la plupart des pays de la région le Mexique a fait le choix de l'austérité budgétaire⁵ limitant ainsi le creusement du déficit public (à 4,4% du PIB).

En 2021, le budget est resté prudent mais le retour de l'excédent primaire (prévu à 0,2% du PIB) n'a pas été atteint. Le déficit primaire est cependant resté faible à 0,3% du PIB et le déficit nominal s'est un peu résorbé à 3,8% du PIB.

Pour l'exercice budgétaire en cours, le déficit nominal devrait rester de même ordre que celui de 2021, prévu autour de 3,8% du PIB (contre 3,2% du PIB prévus initialement⁶). Malgré, la hausse des prix du pétrole qui réduit la pression sur l'Etat mexicain pour financer la dette de PEMEX (Cf. Situation de PEMEX ci-dessous), le gouvernement a mis en place des mesures pour limiter le prix de l'énergie (carburant importé, électricité) en utilisant notamment les revenus pétroliers supplémentaires.

Le projet de Loi de finances de 2023, approuvé par le Congrès en octobre, **prévoit une hausse de +9,9% des recettes réelles et de 11,6% des dépenses nettes** comparée au niveau des recettes et dépenses prévus dans le budget de 2022⁷. L'estimation des recettes⁸ est basée notamment sur un scénario de croissance compris entre +1,2% et +3%, un niveau d'inflation moyen qui convergerait vers la cible de 3% la banque centrale, ainsi qu'un prix du baril de pétrole mexicain à 68,7 USD. Les deux premières hypothèses semblent assez optimistes au vu des prévisions de croissance et d'inflation plus récentes (Cf. Situation économique). **Pour 2023, le gouvernement prévoit un déficit public**

⁵ Le soutien budgétaire à l'économie face aux effets de la crise sanitaire a représenté moins de 1% du PIB en 2020.

⁶ Prévisions FMI

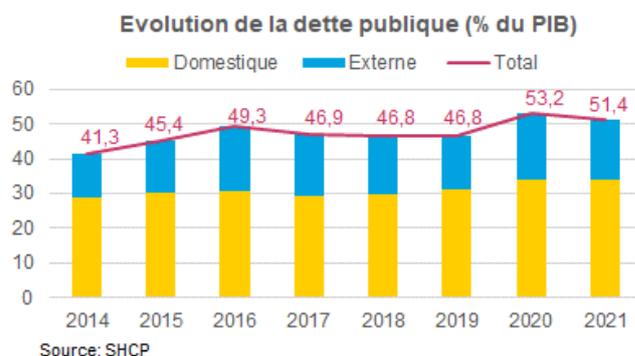
⁷ Source : <https://www.gob.mx/shcp/prensa/comunicado-no-64-secretaria-de-hacienda-y-credito-publico-entrega-paquete-economico-2023-al-congreso>

⁸ Sur le total des recettes prévues, près de 14% proviendraient des emprunts publics.

⁹ Pemex enregistre des pertes nettes depuis plusieurs années. Elles avaient notamment doublé en 2019 à près de 18 Mds d'USD et avait encore progressé en 2020 (+38% par rapport à 2019).

de 3,6% du PIB (contre 4,1% du PIB, selon les prévisions du FMI).

- **Une dette publique relativement stable**



Entre 2016 et 2019, la dette publique a eu tendance à légèrement diminuer et a atteint 46,8% du PIB en 2019 (cf. graphique ci-dessus). **Cette tendance s'est cependant inversée suite à l'impact de la crise sanitaire** (hausse de la dette de plus de 4 points de PIB jusqu'en 2021).

Selon les données du Ministère des finances, la dette tend cependant à baisser et aurait atteint 46,5% du PIB au T3 2022, favorisé notamment par le dynamisme de l'activité. Elle devrait se stabiliser en dessous de 50% du PIB sur les deux prochaines années, selon diverses prévisions. Le gouvernement AMLO devrait en effet maintenir une approche prudente des dépenses, mais cela pourrait cependant être remis en cause par les résultats des élections présidentielles de mi-2024.

A noter par ailleurs que le Mexique demeure l'un des seuls grands pays de la région à conserver sa notation *Investment grade* auprès des trois principales agences de ratings.

- **La situation de PEMEX pourrait peser sur le risque souverain**

L'entreprise nationale de pétrole, PEMEX, présente une situation financière toujours difficile. Malgré les prix soutenus du pétrole, l'entreprise a encore enregistré des pertes à hauteur de 10,9 Mds d'USD en 2021⁹.

Le niveau d'endettement de l'entreprise est par ailleurs jugé élevé, estimé à près de 7,7% du PIB mexicain (autour de 109 Mds d'USD en juin 2022) et constitue un passif éventuel pour l'Etat mexicain. Depuis 2018, le soutien du gouvernement a été substantiel via notamment l'injection de capitaux¹⁰ et la baisse d'impôts gouvernementaux, mais aussi le financement du projet de raffinerie « Dos Bocas » dont le coût de construction a doublé (estimé désormais à près de 18 Mds d'USD).

¹⁰ A titre d'illustration, le gouvernement avait annoncé (septembre 2019) un plan d'aide financière de 5 Mds d'USD pour le rachat de la dette de l'entreprise et PEMEX a émis 7,5 Mds d'USD d'obligations pour couvrir une partie de sa dette arrivant à échéance. En 2020, le gouvernement a accordé 2,3 Mds d'USD sous forme d'allègements fiscaux. En 2021, selon l'agence Fitch, les injections de capital et a annoncé (février 2021) qu'il injecterait 1,5 Mds d'USD supplémentaires pour soutenir la trésorerie de l'entreprise.



Le gouvernement a par ailleurs couvert les échéances de la dette au T1 2022 (2,2 Mds d'USD), soit environ 0,16% du PIB, mais a suspendu cette politique depuis que les prix du pétrole ont augmenté suite à l'invasion de l'Ukraine.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un commerce extérieur dépendant de la demande américaine**

Les exportations mexicaines sont fortement orientées vers les Etats Unis qui en absorbent plus de 80 % en moyenne. Elles sont majoritairement composées de biens manufacturiers (deux tiers environ) et de pétrole (près de 10 %).

Près de la moitié des exportations manufacturées est fabriquée dans les maquiladoras, usines implantées dans des zones franches situées près de la frontière américaine, où les composants sont importés (généralement du nord du continent) avant d'être réexportés après assemblage sous forme de produits finis. Les exportations hors pétrole du pays sont dominées par l'automobile, suivies par les machines et équipements électroniques et mécaniques. Les importations sont plutôt constituées de composants électriques, électroniques et mécaniques, de produits intermédiaires et de biens d'équipement en provenance des Etats-Unis, près de la moitié.

- **Un déficit courant modeste**

En 2022, le déficit courant devrait un peu progresser à 1,2% du PIB¹¹ (contre -0,4% du PIB en 2021), tiré par le déficit de la balance commerciale. Les exportations s'élèvent à plus de 430 Mds d'USD sur les 9 premiers mois de l'année, soit une hausse de +19,7% par rapport à la même période en 2021. Les importations progressent également sous l'effet de la reprise de la demande interne et de la hausse du coût du carburant¹² à 455,5 Mds d'USD, soit une hausse de 23,7%. La balance commerciale affiche ainsi un déficit de près de 25 Mds d'USD, contre près de 0,9 Mds d'USD sur les 9 premiers mois de 2021.

A noter cependant le dynamisme des transferts de fonds de travailleurs expatriés (autour de 4% du PIB) qui compense en partie la hausse du déficit commercial de biens et de services.

Pour 2023, le déficit devrait rester stable autour de 1,2% du PIB. Alors qu'une baisse de la demande américaine demeure probable, le ralentissement économique devrait contribuer à la baisse de la demande interne.

- **Un endettement externe public modéré**

La dette externe mexicaine est estimée à 36,8% du PIB en 2021¹³. Il s'agit majoritairement de dette publique à hauteur de 65,7% du total. Le pays dispose d'un accès

aisé aux sources de financements, favorisé notamment par sa notation *investment grade* auprès des 3 agences de notation. A noter toutefois que les conditions d'endettement se dégradent tout de même avec une hausse des primes de risques (CDS à 5 ans) à +141 pbs en moyenne sur les 10 premiers mois de 2022, contre 94,9 pbs sur la même période l'an dernier.

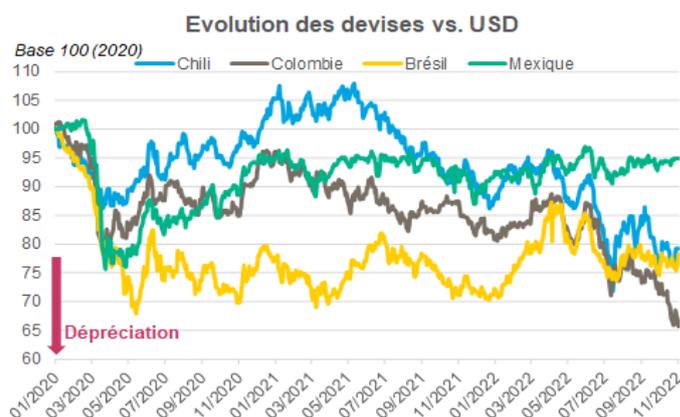
Les réserves en devises du pays (près de 4,5 mois d'importations), ainsi que la ligne de crédit modulable auprès du FMI (Cf. détails ci-dessous) contribuent également à la maîtrise du risque de solvabilité externe du pays.

- **Un peso résilient en 2022**

En 2022, le peso mexicain est resté relativement résilient face au USD comparé aux autres monnaies de la région (Cf. graphique ci-dessus), malgré la hausse des taux américains. Cette relative stabilité du peso est liée à la situation des finances publiques et de l'endettement plutôt saine comparé aux autres pays de la région, au déficit courant relativement faible (prévu autour de 1% du PIB) et plus que couvert par les IDE¹⁴ (+12% au S1 2022). C'est également le résultat du durcissement de la politique monétaire, qui suit les mouvements globalement des taux américains.

La banque centrale mexicaine dispose par ailleurs de réserves en devises satisfaisantes, estimées à 196 Mds d'USD en octobre 2022 (environ 4,5 mois d'importations) et qui placent le Mexique en position favorable pour résister aux chocs externes.

La banque centrale dispose également d'une ligne de crédit modulable (Flexible crédit line) de 50 Mds d'USD auprès du FMI et d'une durée de 2 ans. Cette ligne, renouvelée en novembre 2021 permet au pays de disposer de ressources financières supplémentaires et rapidement disponibles en cas de besoin¹⁵.



Sources : Banques centrales, Reuters Datastream

[https://www.gob.mx/se/articulos/mexico-registra-27-511-6-millones-de-dolares-de-ied-en-el-primer-semester-de-2022-312017#:~:text=Ciudad%20de%20M%C3%A9xico%2C%2022%20de.millones%20de%20d%C3%B3lares%20\(mdd\).](https://www.gob.mx/se/articulos/mexico-registra-27-511-6-millones-de-dolares-de-ied-en-el-primer-semester-de-2022-312017#:~:text=Ciudad%20de%20M%C3%A9xico%2C%2022%20de.millones%20de%20d%C3%B3lares%20(mdd).)

¹⁵ Cette ligne n'est accordée qu'aux pays présentant des antécédents de politiques économiques très solides¹⁵ (bonne gestion des finances publiques, absence d'historique de défaut souverain récent...).

¹¹ Prévision FMI, octobre 2022.

¹² Sur les 10 premiers mois de l'année, les exportations de pétrole du Mexique s'élèvent à 33,8 Mds d'USD, tandis que les importations de produits pétroliers raffinés atteignent 64,4 Mds d'USD. Source : banco de Mexico

¹³ Source : FMI Article IV Mexique (novembre 2021)

¹⁴ Les IDE ont atteint 27,5 Mds d'USD au S1 2022. Source :



4. ASPECTS POLITIQUE ET GOUVERNANCE

• Un président toujours populaire

Elu en 2018 pour un mandat de 6 ans, le président Andre Manuel Lopez Obrador (AMLO) reste populaire¹⁶, malgré un bilan plutôt mitigé sur la gestion de la pandémie de Covid-19 et les difficultés à lutter contre la corruption, la criminalité et la pauvreté. Son parti politique (Morena) ne dispose pas de la majorité requise au sein du Congrès pour pouvoir passer les réformes promises pendant sa campagne électorale telles que la nationalisation du secteur de l'énergie. Aucune réforme d'envergure n'est à prévoir d'ici la fin de son mandat en 2024.

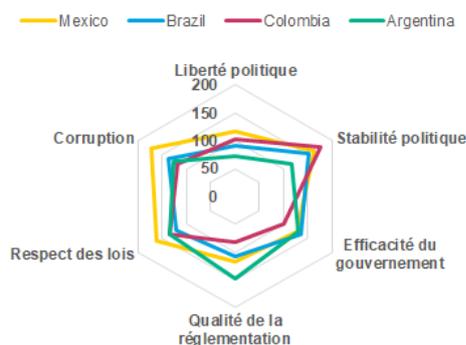
Le Morena est devenu cependant une force politique majeure au Mexique, bénéficiant notamment de la division entre les partis de l'opposition (PRI, PAN et PRD notamment). L'actuelle maire de Mexico City Claudia Sheinbaum, qui renforce sa position de leader au sein du parti au pouvoir, est donnée comme favorite pour remporter les élections présidentielles de 2024.

• Un niveau de corruption élevé comparé aux autres grands pays de la région

Le Mexique dispose d'un cadre juridique favorable à l'investissement (protection assurée par la loi), ainsi qu'une trentaine d'accords de promotion et de réciprocité des investissements. Sa proximité géographique avec les Etats-Unis est un atout non négligeable.

Les indicateurs de gouvernance restent cependant assez médiocres. Selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale, le phénomène de la corruption demeure le plus élevé au Mexique que dans les autres grands pays de la région (Cf. graphique ci-dessous).

Indicateurs Banque mondiale 2021, Rang (214 pays)



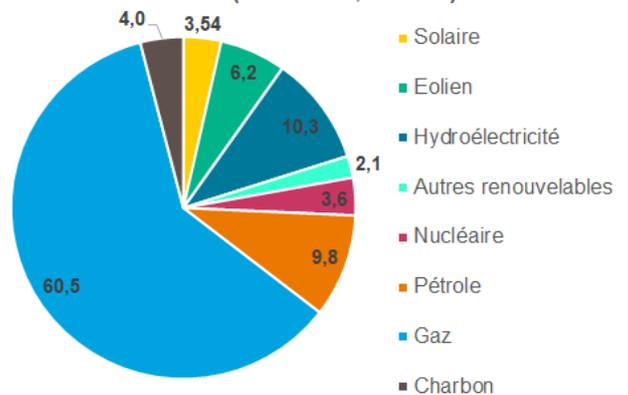
¹⁶ La cote de popularité du président serait de 56% selon un sondage réalisé en septembre.

<https://www.elfinanciero.com.mx/encuestas/2022/10/03/mes-patrio-le-da-empujoncito-a-amlo-suba-a-56-de-aprobacion-segun-encuesta-ef/>

5. POLITIQUE CLIMAT

Le système énergétique mexicain repose essentiellement sur l'usage du pétrole et du gaz naturel pour la production électrique (soit environ 70% de la production d'électricité en 2020). La part du gaz naturel dans la production d'électricité devrait encore progresser puisque le gouvernement prévoit une hausse de la consommation interne de 30% à l'horizon 2032 (par rapport à 2017). Selon les données de l'agence américaine de l'énergie, près de 61% de la production mexicaine d'électricité en 2020 provenait déjà de centrales à gaz. La part des énergies renouvelables dans le mix énergétique reste faible à près de 19% de la production électrique du pays en 2020. L'hydroélectricité demeure la principale filière renouvelable, devant l'éolien.

Mexique : mix électrique par sources, en % (2021=336,03 TWh)



Source: Our World in data

Le Mexique est signataire des accords de Paris et a réaffirmé en 2020, son engagement à réduire ses émissions de CO2 de 51% et les autres gaz à effet de serre (GES) de 22% à l'horizon 2050. A noter toutefois que les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont eu plutôt tendance à progresser, de +1,3% en moyenne par an sur les cinq dernières années (2014-2018).

Depuis 2017, le Mexique ainsi que 5 autres pays d'Amérique Latine¹⁷ font partie du projet « *Deep Decarbonization Pathways* », dont l'objectif principal est de contribuer à la construction des politiques climatiques, en lien avec l'Accord de Paris. Ce projet est mené en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID), l'AFD et l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI).

¹⁷ Colombie, Équateur, Pérou, Argentine et Costa Rica



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et risques pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.